BB14378

CARREFOUR

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 1 762 796 790 €
Siège social à Paris (75016), 6 avenue Raymond Poincaré
652 014 051 RCS PARIS

Greffe du Tribunal de Commerce de Paris

17 MAI 2005

N° de dépôt : 29863

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE (ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE)
DU 20 AVRIL 2005

Le mercredi 20 avril deux mille cinq, à neuf heures trente, à PARIS (75001), au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, les actionnaires se sont réunis en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire) sur convocation du Conseil d'Administration.

Monsieur Luc Vandevelde, Président du Conseil d'Administration, préside l'Assemblée conformément à la loi et aux statuts.

Monsieur Robert Halley et Monsieur Carlos March, les deux actionnaires présents, disposant du plus grand nombre de voix et acceptant, sont appelés comme scrutateurs.

Le bureau ainsi composé désigne comme Secrétaire Monsieur Bernard Carrel Billiard.

Monsieur Luc Vandevelde constate la présence de KPMG - AUDIT représentée par Monsieur Jean-Luc Decornoy et de DELOITTE & Associés représenté par Messieurs Frédéric Moulin et Jean-Paul Picard, Commissaires aux Comptes.

Le Président constate également la présence de Monsieur René Ricol, et de Monsieur Jean-François Serval, Commissaires à la Fusion.

La présente Assemblée a été convoquée suite à la convocation qui a été adressée aux actionnaires nominatifs par lettre individuelle le 25 mars et suite aux avis publiés par les soins du Conseil d'Administration dans le BALO du 11 mars 2005 et la Loi du 25 mars 2005 en vue de la première convocation et aux avis publiés au BALO du 13 avril 2005 et la Loi du même jour, en vue de la deuxième convocation

Les Commissaires aux Comptes ont été convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'ordre du jour de l'Assemblée, mentionné dans l'avis de convocation, est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapports du Conseil d'Administration, des Commissaires aux comptes et des Commissaires à la fusion,
- Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2004,
- Fusion de la société avec la Société Paroma par voie d'absorption de cette dernière ; pouvoirs pour opérer tous prélèvements sur la prime de fusion ;
- Affectation du résultat ; fixation du dividende,
- Virement du solde du compte « réserve spéciale des plus-values à long terme » à un compte de réserves ordinaires,
- Ratification de la nomination d'un administrateur,
- Changement du mode d'administration de la société par l'institution d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance ; modifications corrélatives des statuts,
- Modification du texte des articles 7, 10 et 26 des statuts pour les adapter aux dispositions législatives et réglementaires récentes ; adoption d'un texte refondu des statuts,
- Nomination des membres du Conseil de Surveillance,
- Fixation des jetons de présence du Conseil de Surveillance,
- Constatation du changement de la dénomination sociale d'un Commissaire aux comptes,
- Autorisation au Directoire pour opérer sur les actions de la Société en application de l'article L.225-209 du code de commerce,
- Autorisation au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit du personnel ou des dirigeants de la Société et de ses filiales,
- Autorisation au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions,
- Transfert au Directoire de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration de consentir, pendant un délai de trente-huit mois à compter du 27 avril 2004, des options d'achat d'actions de la Société au profit de salariés ou de mandataires sociaux de la Société ou de sociétés liées (assemblée générale du 27 avril 2004).

Il est déposé sur le bureau, à la disposition des membres de l'Assemblée :

- un exemplaire des journaux contenant les avis de convocation et de fusion,
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire nominatif,
- les copies des lettres de convocation des Commissaires aux Comptes,
  la feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés, ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- la feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés, ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le registre des procès-verbaux d'Assemblées,
- la liste des actionnaires,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe afférents à l'exercice 2004, ainsi que les comptes consolidés dudit exercice et le tableau des résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices.
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- le rapport général des Commissaires aux Comptes sur l'exécution de leur mission de vérification et de contrôle pour l'exercice 2004,

- le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de Commerce,
- les rapports des Commissaires aux Comptes sur les modalités et conditions des opérations soumises à l'approbation de l'Assemblée,
- le rapport des Commissaires à la fusion
- le texte des projets de résolutions,
- le projet de traité de fusion.

pièces sont reconnues régulières par le Bureau.

L'immobilisation préalable en vue de la présente assemblée des actions au porteur exigée par les statuts et l'avis de convocation a été régulièrement effectuée et justifiée, tous les documents et renseignements prescrits par la réglementation en vigueur ont été communiqués aux actionnaires ou mis à leur disposition dans les conditions légales et, en suite de la parution au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires de l'avis préalable à la convocation, la société n'a reçu aucune demande d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée.

La feuille présence, émargée par les actionnaires présents, en leur nom et au nom des actionnaires représentés, mentionnant également les actionnaires votant par correspondance, et certifiée exacte par les membres du bureau, fait ressortir que la présente Assemblée, régulièrement convoquée et constituée, réunissant le quorum prévu par la loi, peut valablement délibérer.

.....

Ce rappel étant fait, l'Assemblée sur proposition du Président n'émet aucune objection à ce qu'il ne soit pas procédé à la lecture du rapport de gestion.

Le Président invite ensuite les Commissaires aux Comptes ainsi que les Commissaires à la Fusion à donner lecture de leurs rapports.

.....

Cette lecture achevée, le Président demande à l'Assemblée s'il existe des questions relatives aux points de l'ordre du jour et déclare la discussion ouverte.

.....

Plus personne ne demandant plus la parole, le Président demande à l'Assemblée de l'autoriser à ne préciser que le contenu des résolutions qui vont être soumises à son approbation.

Cette proposition est acceptée par l'Assemblée.

Les résolutions sont alors mises aux voix par Monsieur Luc Vandevelde.

.....

TROISIEME RESOLUTION
(Fusion avec la Société Paroma)

L'Assemblée Générale,

lecture entendue des rapports du Conseil d'Administration, des Commissaires à la fusion et des Commissaires aux comptes,

connaissance prise du projet de contrat de fusion établi suivant acte sous seings privés en date du 9 mars 2005 et réglant l'absorption par la société Carrefour de la société Paroma, société anonyme au capital de 77.076.000 euros, dont le siège social est à Paris (75008), 174 boulevard Haussmann et immatriculée sous le numéro 423 818 772 RCS Paris, cette dernière faisant apport de la totalité des éléments constituant son actif évalué à 2 914 653 426,38 € contre la prise en charge de son passif évalué à 6 427 325,33 €, en sorte que l'actif net apporté s'élève à 2 908 226 101,05 €,

approuve ce projet en toutes ses dispositions et décide la fusion de la société avec la société Paroma et, en conséquence, l'augmentation de 197 896 500 € du capital devant en résulter par la création, avec une prime globale de fusion de 2 710 329 601,05 €, de 79 158 600 actions de la société de 2,5 € nominal chacune, entièrement libérées et portant jouissance du 1er janvier 2004, à attribuer à la société Paroma en rémunération de ses apports et à répartir entre ses actionnaires à raison de 2 740 actions Carrefour pour 3 actions Paroma,

et, prenant acte tant de la réalisation des conditions suspensives visées dans le projet de contrat du 9 mars 2005 que de l'approbation donnée à la fusion par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société Paroma réunie le 11 avril 2005,

constate que par l'approbation de la présente résolution, la fusion de la société avec la société Paroma se trouve définitivement réalisée.

Considérant que la société Paroma était propriétaire de 79 159 435 actions Carrefour, l'Assemblée Générale décide que 79 159 434 de ces actions sont annulées et que le capital social est réduit en conséquence de 197 898 585 €, en sorte que le montant du capital social de la société Carrefour sera ramené de 1 960 695 375 € à 1 762 796 790 €.

L'Assemblée Générale décide, d'une part, de prélever sur la prime de fusion une somme de 4.591,06 € virée au compte de réserves réglementées « plus values nettes à long terme », et, d'autre part, d'imputer le montant de 2 658 965 388,06 € correspondant à la différence entre la valeur d'apport et la valeur nominale des 79 159 434 actions Carrefour apportées par la société Paroma et annulées, sur la prime de fusion qui se trouve ainsi ramenée à 51.359.621,93 €.

Elle donne en outre au Conseil d'Administration (auquel sera substitué le Directoire en cas d'adoption de la sixième résolution) tous pouvoirs avec faculté de délégation pour effectuer sur la prime de fusion tels prélèvements qu'il appréciera notamment pour la dotation de toutes provisions ou réserves et pour la couverture de tous frais et charges en relation directe avec cette opération.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier le texte de l'article 6 des statuts ainsi qu'il suit :

« Article 6 - - Capital social

Le capital social est fixé à 1 762 796 790 euros. Il est divisé en 705 118 716 actions de 2,5 euros chacune. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée.

.....

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président lève la séance.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Pour extrait certifié conforme

Bernard Carrel Billiard
Secrétaire

Enregistré à : RECETTE DES IMPOTS CHAILLOT PARIS 16
Le 16/05/2005 Bordereau n°2005/331 Case n°5 Ext 1880
Enregistrement : 230 €
Timbre : 90 €
Total liquidé : trois cent vingt euros
Montant reçu : trois cent vingt euros
L'Agent

CARREFOUR
Société anonyme au capital de 1 762 798 875 Euros
Siège social : 6, Avenue Raymond Poincaré 75016 PARIS
RCS Paris 652 014 051

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 MARS 2005

Le mercredi 9 mars deux mille cinq, les membres du Conseil d'Administration se sont réunis à 9 heures à Paris.

Sont présents et émargent le registre de présence :

- Monsieur Luc Vandevelde — Président du Conseil d'Administration
- Monsieur Jose Luis Duran — Administrateur - Directeur Général
- Monsieur Jacques Badin — Administrateurs
- Monsieur Robert Halley
- Monsieur François Henrot
- Monsieur Jose Luis Leal Maldonado
- Monsieur Carlos March
- Monsieur Pierre Rodocanachi

Luc Vandevelde préside la séance.

Etienne van Dyck remplit les fonctions de secrétaire du Conseil.

Luc Vandevelde rappelle l'ordre du jour sur lequel le Conseil est appelé à délibérer.

EXAMEN DU PROJET DE FUSION-ABSORPTION PAR CARREFOUR DE LA SOCIETE PAROMA

Luc Vandevelde expose au Conseil les motifs qui ont conduit à envisager une fusion par absorption par la Société de la société PAROMA et l'intérêt de l'opération.

Cette opération de fusion-absorption de la société Paroma par la Société est la réalisation d'un engagement pris par Carrefour en 1999 à l'occasion du rapprochement des groupes Promodès et Carrefour. Elle constitue la dernière étape de ce processus.

Cette opération consiste pour Carrefour à absorber Paroma, qui détiendra 79.159.435 actions Carrefour après la réalisation définitive de l'opération de fusion-absorption par Paroma de la société Avaldès (cette dernière ayant elle-même préalablement absorbé les sociétés Evaldès, Ivaldès et Ovaldès).

L'intérêt de l'opération pour les actionnaires de la Paroma réside dans (i) la détention directe de titres Carrefour, qui sont contrairement aux titres de la Paroma, des titres liquides et négociables sur le marché boursier et (ii) la simplification des structures du groupe familial Halley. Pour Carrefour, l'intérêt de l'opération réside dans la simplification de la structure de détention d'une partie de son actionnariat, le renforcement de ses fonds propres par l'augmentation du poste prime de fusion et la disposition d'une trésorerie additionnelle de l'ordre de 51 millions d'euros.

Puis Luc Vandevelde fait le point des négociations en cours et donne lecture au Conseil du projet de traité de fusion précisant les bases et réglant les modalités de la fusion.

Ce projet prévoit l'apport par Paroma à la Carrefour de la totalité de son actif, après prise en compte des éléments d'actif à recevoir de la société Avaldès, soit 2.914.653.426,38 euros, à charge pour Carrefour de prendre en charge la totalité de son passif, après prise en compte des éléments à recevoir de la société Avaldès, soit 6.427.325,33 euros. La valeur nette des apports s'élèverait à 2.908.226.101,05 euros et le rapport d'échange des droits sociaux retenu serait de 2.740 actions Carrefour pour 3 actions Paroma.

Le nombre d'actions Paroma à rémunérer est égal à 86.671 actions.

Ce chiffre n'étant pas divisible par 3, il apparaît qu'une (1) action Paroma ne sera pas rémunérée. La société Comet BV, principal actionnaire de Paroma, a déclaré renoncer à ses droits à hauteur de cette action.

Cette opération serait réalisée sur la base (i) des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2004 (date de clôture de l'exercice pour chacune des sociétés intéressées) et (ii) du bilan pro-forma de Paroma au 1er janvier 2005 après prise en compte de l'ensemble des éléments d'actif et de passif à recevoir de la société Avaldès (qui aura elle-même préalablement absorbé sous condition suspensive les sociétés Evaldès, Ivaldès et Ovaldès).

Dans le cadre de ce projet de fusion, Carrefour recevrait 79.159.435 de ses propres actions précédemment détenues par Paroma.

Lesdites actions, à l'exception d'une (1) action qui sera conservée par la Société en auto-détention, seraient annulées et le capital de Carrefour réduit en conséquence d'un montant correspondant au nominal de ces actions. Compte tenu de l'annulation de ces actions et de la réduction corrélative du capital, il sera imputé sur la prime de fusion une somme de 2.658.965.388,06 euros correspondant à la différence entre la valeur d'apport des titres annulés, soit 2.856.863.973,06 euros, et le montant nominal de la réduction de capital, soit 197.898.585 euros.

A la suite de cette imputation, la prime de fusion nette s'élèverait à 51.364.212,99 euros.

Sachant qu'il conviendra de reconstituer dans les comptes de la Société la réserve spéciale pour plus values à long terme comptabilisée chez Paroma, il conviendra de prélever sur la prime de fusion une somme de 4.591,06 € virée au compte de réserves réglementées « plus values nettes à long terme ».

La prime de fusion se trouverait ainsi ramenée à 51.359.621,93 €.

La fusion projetée sera placée sous le régime fiscal de faveur prévu par l'article 210 A du Code général des impôts.

La fusion ne deviendrait définitive que sous réserve de la réalisation de la dernière en date des conditions suspensives suivantes :

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Paroma, qui de ce fait prononcera la dissolution sans liquidation ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Carrefour des apports faits, à titre de fusion, par Paroma et réalisation de l'augmentation de capital destinée à les rémunérer ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Carrefour de la réduction de capital par annulation de 79 159 434 actions CARREFOUR sur les 79 159 435 actions Carrefour apportées par Paroma ;

- Signature par la société COMET B.V., actionnaire de Paroma, des déclarations et garanties stipulées dans la convention de garantie d'actif et de passif ;

- Obtention par la société COMET B.V. d'une garantie bancaire à première demande, autonome, irrévocable et inconditionnelle, par un établissement bancaire de premier rang d'un montant de dix millions d'euros (10.000.000 €) au bénéfice de Carrefour, en garantie de l'exécution de la convention de garantie d'actif et de passif,

Le tout, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires et statutaires en vigueur.

Luc Vandevelde ajoute ensuite que, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations actives et passives traitées par Paroma entre la date d'arrêté des comptes sociaux et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par Carrefour, lesdites opérations étant considérées, d'un point de vue comptable et fiscal, comme accomplies par cette dernière. La fusion prendrait ainsi effet rétroactivement à compter du 1er janvier 2005.

Sous la même condition, Paroma serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à Carrefour, dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

Luc Vandevelde ajoute que, dans la mesure où Carrefour, en rémunération de la fusion, devra émettre un nombre d'actions représentant plus de 10% des actions composant son capital social, Carrerour et Paroma doivent établir et remettre à l'Autorité des Marchés Financiers un Document E correspondant aux exigences réglementaires en vue de l'admission ultérieure à la Cote d'Eurolist des titres qui, sous réserve de l'accord des assemblées générales, seront émis en rémunération de la fusion.

Luc Vandevelde expose au Conseil les termes du projet de Document E soumis à l'Autorité des marchés financiers.

Puis il offre la parole aux administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, approuve le projet de fusion par voie d'absorption de Paroma par Carrefour, ainsi que le projet de traité de fusion et le Document E tel qu'ils viennent de lui être présentés.

Il confère tous pouvoirs à Messieurs Luc Vandevelde et José Luis Duran, à l'effet de :

- signer les contrats devant régler les modalités et conditions de la fusion avec Paroma,

- accomplir toutes opérations, prendre tous engagements et décisions, faire toutes démarches et déclarations, établir la désignation complète des titres apportés, signer toutes annexes, remettre ou se faire remettre toutes justifications, stipuler ou accepter toutes réserves, consentir toutes subrogations, accomplir toutes les formalités nécessaires pour arriver à la régulière transmission des titres apportés,

- intervenir le cas échéant, à tous actes modificatifs, confirmatifs, réitératifs, complémentaires ou autres,

- remplir toutes formalités de publicité et de publication du projet de traité de fusion,

- signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce, sous réserve de l'approbation de la fusion par les assemblées générales extraordinaires des deux sociétés,

- signer tous actes et documents, substituer et déléguer tout ou partie des pouvoirs conférés qui ne sont pas limitatifs, et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la conclusion et de la réalisation de la fusion.

Pour extrait certifié conforme

PAROMA
Société Anonyme au capital de 77.076.000 euros
Siège Social : 174, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
RCS PARIS B 423 818 772

EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 9 MARS 2005

EXAMEN DU PROJET DE FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE PAR LA SOCIETE CARREFOUR

Le Président expose au Conseil les motifs qui ont conduit à envisager une fusion par absorption de la Société par la société PAROMA et l'intérêt de l'opération.

Cette opération de fusion-absorption de la Société par la société CARREFOUR est la réalisation d'un engagement pris par CARREFOUR en 1999 à l'occasion du rapprochement des groupes PROMODES et CARREFOUR. Elle constitue la dernière étape de ce processus.

Cette opération consiste pour CARREFOUR à absorber la Société, qui détiendra 79.159.435 actions CARREFOUR après la réalisation définitive de l'opération de fusion-absorption de la société AVALDES (cette dernière ayant elle-même préalablement absorbé les sociétés EVALDES, IVALDES et OVALDES), dont l'adoption est proposée à l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société le 30 mars 2005, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion-absorption de la Société par la société CARREFOUR.

L'intérêt de l'opération pour les actionnaires de la Société réside dans (i) la détention directe de titres CARREFOUR, qui sont contrairement aux titres de la Société, des titres liquides et négociables sur le marché boursier et (ii) la simplification des structures du groupe familial Halley.

Puis le Président fait le point des négociations en cours et donne lecture au Conseil du projet de traité de fusion précisant les bases et réglant les modalités de la fusion.

Ce projet prévoit l'apport par la Société à la société CARREFOUR de la totalité de son actif, après prise en compte des éléments d'actif à recevoir de la société AVALDES, soit 2.914.653.426,38 euros, à charge pour la société CARREFOUR de payer la totalité de son passif, après prise en compte des éléments à recevoir de la société AVALDES, soit 6.427.325,33 euros. La valeur nette des apports s'élèverait à 2.908.226.101,05 euros et le rapport d'échange des droits sociaux retenu serait de 2°740 actions de la société CARREFOUR pour 3 actions de la Société.

Le nombre d'actions PAROMA à rémunérer est égal au nombre d'actions détenues par les actionnaires, soit, à l'issue des opérations préalables de fusion-absorption des sociétés EVALDES, IVALDES et OVALDES par AVALDES et de la société AVALDES par la société PAROMA, 86.671 actions.

Ce chiffre n'étant pas divisible par 3, il apparaît qu'une (1) action PAROMA ne sera pas rémunérée. La société COMET, plus gros actionnaire, a déclaré renoncer à ses droits à hauteur de cette action.

Cette opération serait réalisée sur la base (i) des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2004 (date de clôture de l'exercice pour chacune des sociétés intéressées) et soumis à l'approbation des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles respectives de chacune des sociétés préalablement à la fusion et (ii) du bilan pro-forma de la Société au 1er janvier 2005 après prise en compte de l'ensemble des éléments d'actif et de passif à recevoir de la société AVALDES (qui aura elle-même préalablement absorbé les sociétés EVALDES, IVALDES et OVALDES).

Dans le cadre de ce projet de fusion, la société CARREFOUR recevrait 79.159.435 de ses propres actions précédemment détenues par la Société à l'issue des opérations de fusion-absorption de la société AVALDES, qui aura elle-même reçu des actions CARREFOUR au moment des opérations de fusion-absorption des sociétés EVALDES, IVALDES et OVALDES, lesdites actions figurant parmi les biens transmis par ces sociétés à la société AVALDES, puis par la société AVALDES à la Société.

Lesdites actions CARREFOUR, à l'exception d'une (1) action qui sera conservée par la société CARREFOUR en auto-détention, seraient annulées et le capital de la société CARREFOUR réduit en conséquence d'un montant correspondant au nominal de ces actions. Compte tenu de l'annulation de ces actions et de la réduction corrélative du capital, il sera imputé sur la prime de fusion une somme de 2.658.965.388,06 euros correspondant à la différence entre la valeur d'apport des titres annulés, soit 2.856.863.973,06 euros, et le montant nominal de la réduction de capital, soit 197.898.585 euros.

A la suite de cette imputation, la prime de fusion nette s'élèverait à 51.364.212,99 euros.

La fusion projetée sera placée sous le régime fiscal de faveur prévu par l'article 210 A du Code général des impôts.

La fusion ne deviendrait définitive que sous réserve de la réalisation de la dernière en date des conditions suspensives suivantes :

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société, qui de ce fait prononcera la dissolution sans liquidation ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CARREFOUR des apports faits, à titre de fusion, par la Société et réalisation de l'augmentation de capital destinée à les rémunérer ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CARREFOUR de la réduction de capital par annulation de 79 159 434 actions CARREFOUR sur les 79°159°435 actions CARREFOUR apportées par la Société ;

- Signature par la société COMET B.V., actionnaire de la Société, des déclarations et garanties stipulées dans la convention de garantie d'actif et de passif ;

- Obtention par la société COMET B.V., actionnaire de la Société, d'une garantie bancaire à première demande, autonome, irrévocable et inconditionnelle, par un établissement bancaire de premier rang d'un montant de dix millions d'euros (10.000.000 €) au bénéfice de la société CARREFOUR, en garantie de l'exécution de la convention de garantie d'actif et de passif,

Le tout, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires et statutaires en vigueur.

Le Président ajoute ensuite que, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations actives et passives traitées par la Société entre la date d'arrêté des comptes sociaux et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société CARREFOUR, lesdites opérations étant considérées, d'un point de vue comptable et fiscal, comme accomplies par la société CARREFOUR. La fusion prendrait ainsi effet rétroactivement à compter du 1er janvier 2005.

Sous la même condition, la Société serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à la société PAROMA, dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

Le Président indique que, conformément aux termes de l'article L. 225-124 alinéa 2 du Code de commerce aux termes duquel la fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué – ce qui est le cas en l'espèce -, les actionnaires de la Société qui détenaient des actions disposant du droit de vote double bénéficieront d'actions nouvelles de la société CARREFOUR disposant d'un droit de vote double. Par ailleurs, les actionnaires de la Société n'ayant pas acquis le droit de vote double, ne perdront pas le bénéfice du délai de détention couru à la date de réalisation de la fusion ; il en sera tenu compte au regard du délai de deux ans requis par les statuts de la société CARREFOUR pour l'obtention du droit de vote double. Par conséquent, au cas où le délai de deux ans ne serait pas atteint par les actionnaires de la société PAROMA à la date de réalisation de la fusion, la durée de détention nominative des actions de la Société sera assimilée, purement et simplement, à la durée de détention nominative des actions de la société CARREFOUR pour l'attribution du droit de vote double.

Le Président ajoute que, dans la mesure où la société CARREFOUR émettra des titres en rémunération des apports effectués par la Société représentant plus de dix pour cent (10%) du capital et des droits de vote de la société CARREFOUR, la Société et la société CARREFOUR doivent établir et remettre à l'Autorité des marchés financiers un Document E correspondant aux exigences réglementaires en vue de l'admission ultérieure à la Cote d'Eurolist des titres qui, sous réserve de l'accord des assemblées générales, seront émis en rémunération de la fusion.

Le Président expose au Conseil les termes du projet de Document E soumis à l'Autorité des marchés financiers.

Puis il offre la parole aux administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, approuve le projet de fusion par voie d'absorption de la Société par la société CARREFOUR, ainsi que le projet de traité de fusion et le Document E tel qu'ils viennent de lui être présentés.

Il confère tous pouvoirs à son Président, avec faculté de substitution en faveur de Monsieur Arnaud WELLARD, à l'effet de :

- signer le traité de fusion par absorption de la Société par la société CARREFOUR,

-°finaliser et signer le Document E,

- procéder à toutes les opérations nécessaires à la réalisation définitive de la fusion, notamment négocier les charges et conditions de l'apport, fixer la date de sa réalisation, stipuler toutes conditions utiles à la réalisation de la fusion,

- remplir toutes formalités de publicité et de publication du projet de traité de fusion,

- signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce, sous réserve de l'approbation de la fusion par les assemblées générales extraordinaires des deux sociétés,

- signer tous actes et documents, substituer et déléguer tout ou partie des pouvoirs conférés qui ne sont pas limitatifs, et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la conclusion et de la réalisation de la fusion.

Extrait certifié conforme,
Le Président

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

CARREFOUR
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 1 762 796 790 euros
Siège social : 6, avenue Raymond Poincaré, (75016) Paris
RCS Paris B 652 014 051

PAROMA
Société anonyme
Au capital de 86 671 000 euros
Siège social : 174, boulevard Haussmann, (75008) Paris
RCS Paris B 423 818 772

Les soussignés :

1° M. José Luis Duran, Président du Directoire, dûment mandaté à l'effet d'établir et signer les présentes,

2° M. Robert Halley, Président-Directeur général de la société Paroma, dûment mandaté à l'effet d'établir et signer les présentes,

font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Paroma par la société Carrefour, en application des dispositions des articles L. 236-6 du Code de commerce et 265 du décret du 23 mars 1967.

EXPOSE

1. Le Conseil d'administration de la société Carrefour dans sa séance du 9 mars 2005 et le Conseil d'administration de la société Paroma dans sa séance du 9 mars 2005 ont arrêté le projet de fusion-absorption de la société Paroma par la société Carrefour.

   Ce projet contenait les mentions prévues par l'article 254 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, à savoir notamment la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission était prévue, la date à laquelle ont été arrêtés les comptes et le bilan pro forma de Paroma utilisés pour établir les conditions de l'opération, la date à partir de laquelle les opérations de la société Paroma seraient d'un point de vue comptable considérées comme accomplies par la société Carrefour, le rapport d'échange des droits sociaux, l'augmentation de capital de la société Carrefour et sa réduction du fait de l'annulation de ses actions propres apportées (moins une action) par la société Paroma ainsi que le montant prévu de la prime de fusion.

2. A la requête conjointe de M. Etienne Van Dyck, dûment habilité, représentant la société Carrefour et de M. Arnaud Wellard, dûment habilité, représentant la société Paroma, Madame le Président du Tribunal de commerce de Paris a, par ordonnance en date du 11 janvier 2005, désigné M. René Ricol et M. Jean-François Serval, en qualité de commissaires à la fusion.

3. Le projet de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris, le 10 mars 2005. Il a été également fait l'objet, en application de l'article 255 du décret précité, d'un avis inséré dans le journal d'annonces légales « Les Petites Affiches » en date du [11] mars 2005 et d'un avis au Balo, en date du 11 mars 2005. Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

4. Chaque société a mis à la disposition de ses actionnaires, au siège social, un (1) mois au moins avant la date des Assemblées générales extraordinaires respectives, les documents énumérés à l'article 258 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Le rapport des commissaires à la fusion relatif à l'évaluation des apports a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Paris, le 31 mars 2005, soit plus de huit (8) jours avant la date de l'Assemblée générale extraordinaire de la société Carrefour, prévue sur première convocation le 11 avril 2005.

5. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Paroma en date du 11 avril 2005 a approuvé le projet de fusion signé avec la société Carrefour, comportant un patrimoine transmis d'une valeur nette d'un montant de 2 908 226 101,05 euros, et la rémunération de la fusion, moyennant l'émission par la société Carrefour de 79 158 600 actions nouvelles Carrefour de 2,5 euros de nominal chacune à attribuer aux actionnaires de la société Paroma selon un rapport d'échange de 2 740 actions de la société Carrefour pour 3 actions de la société Paroma (une action Paroma n'a pas été rémunérée), et décidé la dissolution de la société Paroma à dater de la réalisation de l'augmentation de capital de la société Carrefour, suivie de sa réduction.

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Carrefour en date du 20 avril 2005 a approuvé :

- le projet de fusion signé avec la société Paroma, l'évaluation et la rémunération du patrimoine transmis, comme indiqué ci-dessus ;

- l'augmentation de capital de 197 896 500 euros pour le porter à 1 960 695 375 euros, par création de 79 158 600 actions nouvelles de 2,5 euros de nominal chacune, à attribuer aux actionnaires de la société Paroma ;

- la réduction du capital par annulation des 79 159 434 actions Carrefour apportées par Paroma, le capital social de Carrefour étant ainsi ramené à 1 762 796 790 euros,

et a constaté la réalisation de la fusion et la dissolution sans liquidation de la société Paroma.

6. Les avis relatifs à la fusion-absorption de la société Paroma par Carrefour et à sa dissolution ont été publiés dans le journal d'annonces légales « Le Journal Spécial des Sociétés » en date du 30 avril 2005 et au BALO du 6 mai 2005. Ces avis contiennent toutes les mentions prévues par l'article 287 du décret susvisé.

DEPÔT

1) Pour la société Carrefour, sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de Paris, en double exemplaire :

- la présente déclaration ;
- un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 avril 2005, certifié conforme ;
- un extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 9 mars 2005, certifié conforme.

2) Pour la société Paroma, sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de Paris, en double exemplaire :

- la présente déclaration ;
- un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 11 avril 2005, certifié conforme ;
- un extrait du procès-verbal du Conseil d'administration du 9 mars 2005, certifié conforme ;
- une copie de l'avis de réalisation de la fusion et de dissolution.

DECLARATION

Ces faits exposés, les soussignées déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Paroma par la société Carrefour a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux règlements ;
- que la société Paroma est définitivement dissoute.

Fait à Paris, le 12 mai 2005,
En quatre (4) exemplaires originaux.

PAROMA

CARREFOUR

Carrefour

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 762 796 790 euros
Siège social à PARIS (75016) 6, avenue Raymond Poincaré

652 014 051RCS PARIS

STATUTS

(à jour au 20 avril 2005)

POUR COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

TITRE I Nature de la société .Objet _Dénomination .Siège .Durée

Article 1er - .Nature de la société 4
Article 2 - _Objet 4
Article 3 - .Dénomination 4
Article 4 - Siège 4
Article 5 - .Durée 5

TITRE II Capital social .Actions

Article 6 - .Capital social 5
Article 7 - .Augmentation de capital 5
Article 8 - .Réduction du capital 6
Article 9 - Libération des actions 6
Article 10 - .Forme des actions .Identification de l'actionnariat 7
Article 11 - .Transmission des actions 8
Article 12 - Indivisibilité de l'action 8
Article 13 .- Droits et obligations attachés à l'action 8

TITRE III Directoire

Article 14 - .Composition Durée des fonctions Remplacement 9
Article 15 .- Délibérations Règlement intérieur 10
Article 16 - Pouvoirs Obligations 11
Article 17 - Représentation de la société vis-à-vis des tiers 11

TITRE IV Conseil de Surveillance

Article 18 - .Composition 12
Article 19 .- Durée des fonctions _Remplacement 12
Article 20 - Bureau 13
Article 21 Délibérations 13
Article 22 - Attributions Commissions 14
Article 23 - .Rémunération 15

TITREV Commissaires aux comptes

Article 24 .Nomination .Attributions 15

TITRE VI Assemblées générales

Article 25 - Composition de l'assemblée 16
Article 26 - Nature des assemblées 17
Article 27 - Convocation Lieu de réunion 17
Article 28 - Ordre du jour Bureau 17
Article 29 - Feuille de présence Voix Vote par correspondance 18
Article 30 - Assemblée ordinaire 18
Article 31 - Assemblée extraordinaire 19
Article 32 - Procès-verbaux Justifications 20

TITRE VII Année sociale Inventaire Communication

Article 33 - Année sociale Inventaire 21
Article 34 - Droits de communication 21

TITRE VIII Bénéfices Fonds de réserves

Article 35 - Détermination des bénéfices 21
Article 36 - Emploi des bénéfices et des réserves 21
Article 37 - Paiement des intérêts et dividendes 22

TITRE IX Dissolution de la société Liquidation

Article 38 - Cas de perte 23
Article 39 - Conditions de la liquidation 23

TITRE I Nature de la société - Objet – Dénomination - Siège - Durée

Article 1er - .Nature de la société

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après et de celles qui pourront être créées par la suite, une société anonyme régie par les présents statuts et par les dispositions impératives des lois en vigueur, et plus spécialement par les articles L.225-57 à L.225-93 du Code de commerce.

Article 2 - .Objet

La société a pour objet :

- la création, l'acquisition et l'exploitation en France et à l'étranger, de magasins pour la vente de tous articles, produits, denrées ou marchandises et, accessoirement, la prestation, dans le cadre de ces magasins, de tous services susceptibles d'intéresser la clientèle,

- l'achat, la fabrication, la vente, la représentation, le conditionnement et l'emballage de ces produits, denrées et marchandises,

et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou d'en assurer le développement.

La société pourra agir, directement ou indirectement et faire toutes ces opérations en tous pays, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en participation, association, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés, et les réaliser et exécuter sous quelque forme que ce soit.

La société pourra également prendre tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises et étrangères, quel qu'en soit l'objet.

Article 3 - .Dénomination

La dénomination de la société est : "CARREFOUR"

Article 4 - .Siège

Le siège de la société est à PARIS (75016) 6, avenue Raymond Poincaré.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe, par décision du Conseil de Surveillance soumise à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire prise dans les conditions prévues à l'article 31ci-après.

Article 5 - Durée

La durée de la société qui a pris cours le onze juillet mil neuf cent cinquante neuf, expirera le dix juillet deux mille cinquante huit, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

TITRE II Capital social - Actions

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à 1 762 796 790 euros. Il est divisé en 705 118 716 actions de 2,5 euros chacune.

Article 7 - Augmentation de capital

Le capital social pourra être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, même d'un rang autre que celui des actions existantes, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées, soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit par conversion d'obligations, soit encore au moyen de l'utilisation de bons de souscription d'actions attachés à des obligations, soit par conversion d'autres valeurs mobilières ou de l'utilisation de la faculté d'obtenir le paiement du dividende en actions.

Sous réserve des dispositions de l'article 36 ci-dessous, prévoyant la possibilité pour l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice d'offrir aux actionnaires une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions, l'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Directoire, une augmentation de capital. Elle peut déléguer au Directoire la compétence nécessaire à l'effet de réaliser, dans le délai prescrit par la loi, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Conformément aux dispositions de l'article 22-III ci-dessous, le Directoire ne pourra soumettre un projet d'augmentation de capital à l'assemblée générale extraordinaire, ni faire usage des délégations qui lui auront été conférées par cette dernière qu'après avoir recueilli l'accord du Conseil de Surveillance.

Le Directoire pourra toujours décider de limiter une augmentation de capital en numéraire au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté n'ait pas été exclue par l'assemblée générale extraordinaire.

En cas d'augmentation par l'émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions, sera, conformément à la loi, réservé aux propriétaires des actions antérieurement émises ; toutefois, ce droit préférentiel peut être supprimé par l'assemblée générale en respectant les conditions légales.

Ceux des actionnaires qui n'auront pas un nombre suffisant d'actions anciennes pour obtenir un nombre entier d'actions nouvelles devront s'entendre avec d'autres s'ils désirent exercer leurs droits, sans qu'il puisse résulter de cette entente de souscriptions indivises.

Article 8 - .Réduction du capital

L'assemblée générale extraordinaire pourra aussi, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la loi, décider ou autoriser et réaliser la réduction du capital social, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par acquisition d'un nombre déterminé d'actions ou au moyen d'un échange des anciennes actions contre de nouvelles, d'un nombre équivalent ou moindre, ayant ou non le même nominal et, s'il y a lieu, avec cession ou achat d'actions anciennes pour permettre l'échange et avec ou sans soulte à payer ou à recevoir.

Article 9 .Libération des actions

I. Les actions émises contre espèces en augmentation du capital devront être libérées:

- d'un quart au moins de leur valeur nominale (et de la totalité de la prime s'il y a lieu) à la souscription,

- et du surplus, au fur et à mesure des besoins de la société, dans les proportions, aux époques et aux lieux qui seront fixés par le Directoire, mais compte tenu du délai imparti par la loi pour la libération intégrale des actions de numéraire.

Les appels de fonds seront portés à la connaissance des actionnaires, quinze jours avant l'époque fixée pour chaque versement, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les actions émises en représentation d'un apport en nature ou à la suite d'une capitalisation de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou encore dont le montant résulte pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, devront être intégralement libérées lors de l'émission.

Il en est de même pour celles émises à la suite de l'option pour le paiement du dividende en actions, sous réserve de la faculté pour l'actionnaire, lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, d'obtenir le nombre entier immédiatement supérieur en versant, dans le délai légal, la différence en numéraire.

II. L'actionnaire défaillant, les cessionnaires successifs et les souscripteurs seront tenus solidairement du paiement du montant non libéré de l'action.

Deux ans après la date de l'ordre de virement d'un compte de valeurs mobilières à un autre compte, tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son action cesse d'être tenu des versements non encore appelés.

III. A défaut de versement par les actionnaires aux époques déterminées, l'intérêt de la somme due courra de plein droit au taux de six pour cent l'an à compter du jour de l'exigibilité et sans demande en justice.

Sans préjudice des déchéances encourues en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, l'actionnaire qui ne se serait pas libéré dans le mois qui suivra l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pourra être contraint au paiement par tous les moyens de droit commun et même par la vente de ses actions sur lesquelles des versements seront exigibles.

Cette vente sera exécutée à la diligence du Directoire dans les formes prescrites par la législation en vigueur.

Article 10 - Forme des actions Identification de l'actionnariat

I. Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Quand elles sont libérées, elles peuvent (sauf l'application de toute disposition légale contraire) être nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

II. Qu'elles soient nominatives ou au porteur, les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

III. Le Directoire fixe les dates d'émission et d'inscription en compte des titres et les délais impartis aux actionnaires pour faire connaître, après libération intégrale et expiration de tout délai légal de non négociabilité, la forme pour laquelle ils optent pour leurs actions. A défaut, les actionnaires sont réputés avoir opté pour la forme nominative.

IV. Sauf dispositions légales contraires, la conversion des actions de la forme nominative à la forme au porteur, et réciproquement, s'opère à la demande signée de l'actionnaire et à ses frais, en se conformant à la réglementation en vigueur.

V. Les dispositions relatives aux actions sont applicables à tous les titres de capital et valeurs mobilières que la société viendrait à émettre.

VI. Outre le respect de l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions du capital et des droits de vote qui y sont attachés, toute personne, physique ou morale, qui, seule ou indirectement au sens de l'article L. 233-7 du Code de Commerce ou encore de concert avec d'autres personnes physiques ou morales au sens de l'article L. 233-10 du Code de Commerce, vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, une fraction égale à un pour cent (1 %) des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage doit, au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de l'un de ces seuils, informer la société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle détient, seule ou indirectement ou encore de concert, du nombre de titres qu'elle détient de la même manière et qui donnent accès à terme au capital, ainsi que du nombre de droits de vote qui y sont attachés.

A l'appui de cette information, l'actionnaire doit communiquer à la société toutes pièces utiles justifiant du franchissement de chaque seuil de 1 %.

En cas de non respect de cette obligation et à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital, les droits de vote excédant la fraction qui aurait dû être déclarée ne peuvent être exercés à compter de ladite assemblée et pour toute assemblée qui se réunirait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

VII. La société peut, dans les conditions réglementaires, demander à tout au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres au porteur, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que le nombre de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions attachées à ces titres ; à la demande de la société, les informations visées ci-dessus pourront être limitées aux personnes détenant un nombre de titres fixé par cette dernière.

Article 11 - Transmission des actions

I. Les actions de la société doivent être inscrites en compte au nom de leur propriétaire ou, lorsque la loi le permet, d'un intermédiaire, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

II. La transmission des actions nominatives et au porteur s'opère par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les frais en résultant sont à la charge des cessionnaires.

III. Sauf disposition légale contraire, l'attestation d'une société de bourse ou d'un notaire, et l'authenticité des procurations peuvent être exigées.

Article 12 - Indivisibilité de l'action

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les co-propriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la requête du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Article 13 - Droits et obligations attachés à l'action

I. Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, du montant nominal des actions, de l'état de leur libération, du capital amorti et non amorti et des droits des actions de catégories différentes, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Sous les mêmes réserves, pour la détermination des droits de chaque action dans toutes répartitions ou tous remboursements effectués en cours de société ou en liquidation, il doit être, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions, non seulement des rompus reportés sur des répartitions antérieures, mais encore

de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société et pouvant concerner certaines actions en raison, soit de réductions du capital antérieures, soit du mode de constitution du capital représenté par elles, soit de leur taux d'émission, en sorte que, quelle que soit son origine, chaque action aura, du fait de cette mise en masse, vocation au règlement d'une même somme nette.

II. Les actionnaires ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions au-delà, ils ne peuvent être soumis à aucun appel de fonds.

III. Les droits et obligations attachés à chaque action, y compris les dividendes et la part éventuelle dans les réserves, appartiennent ou sont supportés par son titulaire à compter de l'inscription de celle-ci au compte de l'intéressé.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des assemblées générales.

IV. Les héritiers, créanciers, ayants cause ou autres représentants des actionnaires, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer aucune apposition de scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

TITRE III Directoire

Article 14 – Composition – Durée des fonctions – Remplacement - Rémunération

I. La société est dirigée par un Directoire composé de deux membres au moins et de sept membres au plus, personnes physiques, pouvant être choisis en dehors des actionnaires.

Aucun membre en exercice du Conseil de Surveillance ne peut faire partie du Directoire.

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de membre du Directoire est fixé à soixante cinq ans. Tout membre du Directoire ayant dépassé cet âge est réputé démissionnaire d'office le jour de la réunion du Conseil de Surveillance suivant la date à laquelle il a atteint cet âge.

II. Le Directoire est nommé pour deux ans ; ses membres sont désignés ou renouvelés par le Conseil de Surveillance.

En cas de vacance par décès, démission ou révocation, le Conseil de Surveillance sera tenu, dans un délai de deux mois à compter de la vacance, de désigner un remplaçant ou de décider, sauf à respecter la limite légale, la suppression du poste vacant.

Sauf l'effet des dispositions des deux derniers alinéas du paragraphe I, tout membre du Directoire nommé au cours d'une période de deux ans reste en fonctions jusqu'à l'expiration de cette période.

Les membres du Directoire peuvent être révoqués par le Conseil de Surveillance ou par l'assemblée générale. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

L'acceptation et l'exercice du mandat de membre du Directoire entraînent l'engagement, pour chaque intéressé, d'affirmer à tout moment qu'il satisfait aux conditions et obligations requises par les lois en vigueur, notamment en ce qui concerne les cumuls de mandats.

III - Le Conseil de Surveillance détermine le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire. Il détermine également le nombre et le prix des options de souscription ou d'achat d'actions de la société consentis aux membres du Directoire ainsi que, le cas échéant, le nombre d'actions de la société qui leurs sont attribuées gratuitement.

Article 15 - Délibérations – Règlement intérieur

I. Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, dans les cas prévus par la loi et pour l'examen de toutes opérations qui exigent l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Le Directoire présente tous les trois mois au Conseil de Surveillance un rapport qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la société. Il doit contenir tous les renseignements propres à éclairer ledit conseil sur la marche des affaires.

A tout moment, le Directoire peut présenter au Conseil de Surveillance un rapport particulier sur toute opération exceptionnelle, l'appréciation de ce caractère exceptionnel étant faite par le Directoire sous sa responsabilité.

Le Directoire est convoqué par son président ou, à défaut, par tout autre membre du Directoire. Il se réunit au lieu indiqué dans la convocation.

II. Pour la validité des délibérations du Directoire, la présence effective de la moitié au moins de ses membres en exercice, dont le Président, est nécessaire et suffisante.

Toutes les décisions du Directoire doivent être prises à la majorité des membres présents et représentés.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les membres du Directoire peuvent participer aux réunions du Directoire via les moyens de visioconférence dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur applicable aux réunions du Conseil de Surveillance.

Tout membre du Directoire peut, en cas d'absence justifiée ou en cas de maladie, donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération du Directoire et voter pour lui sur une, plusieurs ou toutes les questions prévues à la convocation ; le Directoire est seul juge de la validité du mandat et chaque membre ne peut représenter qu'un seul autre membre.

Le Directoire peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

III. Un règlement intérieur peut préciser les conditions et modalités des réunions du Directoire et de ses délibérations. Il détermine les cas dans lesquels, en dehors et en sus des réunions, les membres du Directoire doivent se consulter.

Article 16 – Pouvoirs - Obligations

I. Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social, sous le contrôle du Conseil de Surveillance et sous réserve de ceux expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et au Conseil de Surveillance par la loi ou les présents statuts, notamment en ce qui concerne les opérations visées à l'article 22 paragraphes II et III ci-après.

II. Les membres du Directoire peuvent, avec l'autorisation du Conseil de Surveillance, répartir entre eux les tâches de direction étant précisé qu'en aucun cas cependant cette répartition ne pourra dispenser le Directoire de se réunir et de délibérer sur les questions importantes relevant de ses fonctions, ni être invoquée comme cause d'exonération de la responsabilité à caractère solidaire qui pourrait en découler.

III. Une fois au moins par trimestre, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance sur la situation de la société.

Après la clôture de chaque exercice et dans le délai légal, le Directoire présente au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels et les comptes consolidés.

Article 17 - Représentation de la société vis-à-vis des tiers

Le Conseil de Surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de président du Directoire, pour la durée de son mandat.

Le président du Directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de Surveillance est habilité à attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du Directoire qui portent alors le titre de directeur général.

Les fonctions de président et, le cas échéant, le pouvoir de représentation attribué à un membre du Directoire peuvent être retirés par le Conseil de Surveillance.

Le président du Directoire et chacun des directeurs généraux disposent des pouvoirs les plus étendus vis-à-vis des tiers mais, à titre d'ordre interne, chacun d'eux est tenu de se conformer, pour l'exercice de ses pouvoirs, aux décisions prises par le Directoire agissant collégialement dans le cadre des pouvoirs qui lui sont reconnus par l'article 16 ci-dessus et en tenant compte des dispositions éventuelles de son règlement intérieur.

Des délégations ou substitutions partielles de pouvoirs au profit d'un ou plusieurs autres membres du Directoire ou d'autres personnes peuvent être conférées, par le président du Directoire ou par les directeurs généraux.

TITRE IV Conseil de Surveillance

Article 18 - Composition

Le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf l'effet des dispositions légales en cas de fusion.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire.

Chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire de 1 000 actions au moins pendant toute la durée de son mandat

Les personnes morales de toute forme, actionnaires, peuvent faire partie du Conseil de Surveillance Lors de leur nomination, elles sont tenues de désigner, pour participer aux délibérations du conseil et, généralement, pour exercer ce mandat, un représentant permanent pour la durée du mandat de la personne morale membre du Conseil de Surveillance, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre. En cas de décès, démission ou révocation de son représentant permanent, la personne morale membre du Conseil de Surveillance est tenue de notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, l'identité de son nouveau représentant permanent.

Article 19 - Durée des fonctions – Remplacement

I. La durée des fonctions des membres du Conseil de Surveillance est de quatre années ; elle prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles.

II. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges de membres du Conseil de Surveillance, le Conseil de Surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Si la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance à titre provisoire faite par ce dernier n'est pas ratifiée par l'assemblée, les actes accomplis par ce membre et les délibérations prises par le Conseil de Surveillance n'en sont pas moins valables.

Si le nombre des membres du Conseil de Surveillance devient inférieur à trois, les membres restants (ou les commissaires aux comptes ou un mandataire désigné à la requête de tout intéressé par le Président du Tribunal de Commerce) doivent convoquer, dans le plus bref délai et avant toute délibération, une assemblée générale ordinaire des actionnaires en vue de nommer un ou plusieurs nouveaux membres du Conseil de Surveillance afin de compléter le conseil au moins jusqu'au minimum légal.

Le membre du conseil nommé en remplacement d'un autre reste en fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 20 - Bureau

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un président et un vice-président (personnes physiques) qui sont chargés de convoquer le conseil et d'en diriger les débats.

Le président peut être nommé pour toute la durée de son mandat de membre du Conseil de Surveillance, sous réserve du droit du conseil de lui retirer ses fonctions de président et de son droit d'y renoncer avant la fin de son mandat.

Le Conseil de Surveillance complète son bureau en nommant un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors du conseil et des actionnaires.

Le vice-président demeure en fonction pendant le temps déterminé par le Conseil de Surveillance, sans que cette durée puisse, s'il y a lieu, excéder celle de son mandat de membre du conseil.

Le président et le vice-président sont rééligibles.

Article 21 - Délibérations

I. Le conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins une fois par trimestre pour l'examen du rapport trimestriel du Directoire et toutes les fois qu'il le juge convenable, au lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par le président ou, en cas d'empêchement ou de carence, par le vice-président.

Le président du Conseil de Surveillance et, en cas d'empêchement ou de carence, le vice-président, doit convoquer le conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours lorsqu'un membre du Directoire ou le tiers au moins du conseil lui présente une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, son ou ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Tout membre du conseil peut donner mandat à un autre membre pour le représenter dans une délibération du conseil. Le conseil est seul juge de la validité du mandat qui peut être donné par simple lettre ou par télégramme. Chaque membre présent ne peut représenter qu'un autre membre.

II. Pour la validité des délibérations du conseil, la présence effective de la moitié au moins de ses membres en exercice est nécessaire et suffisante.

Un règlement intérieur peut prévoir la participation aux séances du conseil par des moyens de visioconférence, dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage, la voix du Président du Conseil de Surveillance est prépondérante.

III. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux.

Article 22 - Attributions - Commissions

I. Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil de Surveillance présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle ses observations sur le rapport du Directoire et sur les comptes de l'exercice.

II. Conformément à la loi, les opérations suivantes ne pourront être passées par le Directoire qu'après avoir recueilli l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance :

- engagements de cautions, d'avals ou de garanties au nom de la société, le Conseil de Surveillance pouvant fixer annuellement un montant global ou par engagement en deçà duquel son autorisation n'est pas requise ;

- les cessions d'immeubles par nature, les cessions totales ou partielles de participations, les constitutions de sûretés sur les biens sociaux, le Conseil de Surveillance pouvant fixer pour chaque opération un montant en deçà duquel son autorisation n'est pas requise.

III. En outre, sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance, les décisions suivantes du Directoire :

- les décisions d'implantation à l'étranger, directement, par création d'établissement, de filiale directe ou indirecte, ou par prise de participation, ou les décisions de retrait de ces implantations,

- toute opération de fusion, scission et apport d'actifs,

- l'acquisition, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie d'investissement, de souscription à une augmentation de capital ou d'emprunts, d'actifs immobilisés portant sur des montants supérieurs à des valeurs déterminées par le Conseil de Surveillance et que ce dernier pourra réactualiser,

- la cession, sous quelque forme que ce soit, d'actifs immobilisés portant sur des montants supérieurs à des valeurs déterminées par le Conseil de Surveillance et que ce dernier pourra réactualiser,

- la proposition à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de résolutions visant à modifier les statuts de la société,

- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions donnant pouvoir au Directoire d'émettre des titres donnant accès directement, potentiellement où à titre différé au capital social,

- l'utilisation par le Directoire des autorisations qui lui ont été conférées en vertu de l'alinéa ci-dessus,

- la proposition à l'assemblée générale des actionnaires de résolutions visant la nomination de membres du Conseil de Surveillance, celle des Commissaires aux Comptes ainsi que l'affectation du résultat (en ce compris le montant du dividende qui serait versé aux actionnaires),

- toute décision d'emprunt ou d'émission obligataire au-delà d'un seuil fixé par le Conseil de Surveillance et que ce dernier pourra réactualiser,

- la mise en place de tous plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de plans d'attributions gratuites d'actions.

IV. Le conseil peut décider la création en son sein de Comités dont il fixe la composition et les attributions, sans que ces attributions puissent avoir pour objet la délégation des pouvoirs attribués au Conseil de Surveillance par la loi ou les statuts ni pour effet de réduire ou limiter les pouvoirs du Directoire.

Article 23 - Rémunérations

I. Le Conseil de Surveillance peut recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération fixe annuelle déterminée par l'assemblée générale et maintenue jusqu'à nouvelle décision d'une autre assemblée.

La répartition de ces jetons de présence est faite entre les membres du conseil, comme ce dernier le juge convenable. Il peut notamment être alloué à ceux qui sont membres des Comités prévus à l'article 22, paragraphe IV, une part supérieure à celle des autres membres du conseil.

II. Le conseil détermine les rémunérations à attribuer au président et au vice-président.

III. Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent recevoir aucune rémunération, permanente ou non, autre que les jetons de présence, les rémunération exceptionnelles pour les missions et mandats qui leur sont confiés par le conseil, et les rémunérations allouées au président et au vice-président. Toutefois, le conseil peut autoriser le remboursement des frais de voyages et de déplacements et des dépenses engagées par ses membres dans l'intérêt de la société.

TITRE V Commissaires aux comptes

Article 24 - Nomination - Attributions

I. L'assemblée générale ordinaire désigne, dans les conditions légales, deux commissaires titulaires au moins qui sont investis des attributions déterminées par la loi ils sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés par l'assemblée générale ordinaire. Les fonctions du commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après la prochaine assemblée générale qui approuve les comptes.

II. Les commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- à toute assemblée d'actionnaires au plus tard lors de la convocation de ces derniers,
- et à toute réunion du Conseil de Surveillance qui arrête ou examine des comptes annuels ou intermédiaires.

TITRE VI Assemblées générales

Article 25 - Composition de l'assemblée

I. L'assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération des versements exigibles dans le délai prescrit.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires.

II. Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions légales et réglementaires ou se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir dont la forme est déterminée par le Directoire dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

Lors de la convocation de l'assemblée générale, le Directoire ou le convoquant peut autoriser la participation des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les mineurs et les incapables seront représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement actionnaires. Une personne morale est valablement représentée par une personne ayant qualité ou valablement déléguée à cet effet.

III. Le droit de participer aux assemblées pourra être subordonné:

- pour les titulaires d'actions nominatives à leur inscription aux comptes de leurs propriétaires tenus par la société ou par mandataire désigné par la société,

- pour les titulaires d'actions au porteur, au dépôt, au siège social ou en tout autre lieu désigné par la convocation, des certificats constatant l'inscription en compte et l'immobilisation des actions par tout intermédiaire financier agréé.

Ces formalités doivent être accomplies avant une date fixée par la convocation et qui ne peut être antérieure de plus de deux jours à celle de la réunion de l'assemblée.

Article 26 - Nature des assemblées

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Directoire, spécialement dans le cas d'augmentation de capital intervenant à la suite du paiement du dividende en actions, de la levée d'options de souscription ou de la conversion des valeurs mobilières en actions, l'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Toutes les décisions autres que celles visées à l'alinéa précédent sont prises par l'assemblée générale ordinaire.

Outre l'assemblée ordinaire annuelle qui sera tenue chaque année dans les six mois qui suivront la clôture de l'exercice social (sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce sur requête du Directoire), des assemblées générales ordinaires peuvent être convoquées à toutes époques de l'année.

Article 27 - Convocation .Lieu de réunion

I. Sauf exception prévue par la loi, l'assemblée générale est convoquée par le Directoire ou, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance.

La convocation est faite au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur convocations suivantes ; en outre, les actionnaires titulaires de titres nominatifs depuis un mois au moins à la date de cet avis sont convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire.

Toutefois, s'il n'y a pas d'actions au porteur en circulation, la convocation pourra être faite par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque actionnaire.

II. Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France, suivant la décision prise à ce sujet par le convoquant et au lieu indiqué dans les convocations.

Article 28 - Ordre du jour - .Bureau

I. L'ordre du jour de chaque assemblée générale est arrêté par le convoquant ; sauf exceptions légales, il n'y est porté que les propositions émanant soit du Directoire, soit du Conseil de Surveillance, soit des commissaires aux comptes si ceux-ci ont pris l'initiative de la convocation, soit d'un ou plusieurs actionnaires dans les conditions et délais fixés par la loi.

II. L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil de Surveillance ou, à son défaut, par le vice-président. En cas d'absence simultanée du président et du vice-président, l'assemblée est présidée par un membre du conseil par ce dernier ou par une personne choisie par l'assemblée.

En cas de convocation par les commissaires ou par un mandataire désigné en justice, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents disposant du plus grand nombre de voix et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux jusqu'à acceptation.

Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Article 29 - Feuille de présence - Voix - Vote par correspondance

I. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence établie dans les formes légales.

II. Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation, à la seule exception des cas prévus par la loi.

Toutefois, un droit de vote double est conféré dans les conditions légales aux actions justifiant d'une inscription nominative depuis deux années au moins au nom du même actionnaire.

Il est également conféré dés leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication du mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Les votes sont exprimés à mains levées ou par voie électronique, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

III. Il est tenu compte, dans les conditions légales, des formulaires retournés par les actionnaires désirant faire usage du droit de vote par correspondance ou à distance. Ces formulaires devront parvenir à la société au plus tard deux jours avant l'assemblée ou, en cas de vote électronique à distance, lorsqu'il a été prévu, jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale au plus tard 15 heures, heures de Paris. Il ne sera pas tenu compte desdits formulaires présentés ou remis après ces dates.

Article 30 - Assemblée ordinaire

I. L'assemblée ordinaire réunie annuellement:

- statue sur les rapports présentés par le Directoire, le Conseil de Surveillance et les commissaires;
- discute, approuve ou rejette le bilan et les comptes ou en opère le redressement ;

- détermine l'emploi des bénéfices et fixe les dividendes en se conformant à l'article 36 ci-après, avec, éventuellement, offre de paiement du dividende en actions, dans les conditions fixées aux articles 232-18 à 232-20 du Code de Commerce ;
- nomme les membres du Conseil de Surveillance, ratifie ou rejette les nominations faites par le conseil pendant l'exercice social ;
- peut révoquer les membres du Conseil de Surveillancepour des causes dont elle est seule juge ;
- peut révoquer les membres du Directoire ;
- fixe les jetons de présence du Conseil de Surveillance ;
- désigne le ou les commissaires aux comptes.

Elle est également compétente pour:

- ratifier le transfert du siège social dans le même département ou un département limitrophe lorsqu'il a été décidé par le Conseil de Surveillance;
- et, généralement, statuer sur toutes questions qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée extraordinaire.

II. Toute autre assemblée ordinaire peut statuer sur les objets prévus au paragraphe I ci-dessus, à la seule exception des questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé.

III. L'assemblée ordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement lorsqu'elle réunit le quart au moins des actions ayant le droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle assemblée qui délibère valablement quelle que soit la fraction du capital représentée, mais qui ne peut statuer que sur l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations de l'assemblée ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Article 31 - Assemblée extraordinaire

I. L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, autorisées par la loi en vigueur.

Elle peut, notamment, sans que l'énumération qui va suivre puisse être considérée comme limitative:

- augmenter ou réduire le capital, dans les conditions prévues aux articles 7 et 8;
- décider l'amortissement du capital dans les conditions légales ;
- voter la diminution du nombre des titres par leur réunion, même entraînant des mutations obligatoires de titres ;
- décider l'émission de valeurs mobilières convertibles ou échangeables contre des actions ou donnant droit à la souscription d'actions, ou encore d'actions à dividende

prioritaire sans droit de vote ;

- apporter toutes restrictions à la libre transmissibilité des actions et décider la suppression des titres au porteur ;
- décider la fusion de la société avec toutes autres sociétés, ainsi que tous apports ou aliénations comportant la dissolution de la société ou la restriction de l'objet social recevoir en représentation, pour la totalité ou pour partie, soit des espèces, soit des actions, soit d'autres titres, valeurs ou parts quelconques ;
- décider la prorogation de la société ; décider également sa dissolution, même en l'absence de toute perte et pour des causes dont l'assemblée appréciera souverainement l'importance et l'opportunité ;
- modifier l'objet social ; changer la dénomination de la société ;
- apporter tous changements au mode de direction et d'administration de la société ;
- modifier le mode prévu ci-après à l'article 36 pour l'emploi et la répartition des bénéfices ;
- décider le transfert du siège social dans le cas prévu à l'article 4 ci-dessus ;
- soumettre la société à toute disposition législative nouvelle non applicable de plein droit ;
- décider la transformation de la société.

II. L'assemblée extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote ; à défaut de ce dernier quorum, l'assemblée réunie sur deuxième convocation peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle de sa réunion.

L'assemblée extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Les assemblées extraordinaires appelées à décider ou autoriser une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou prime d'émission, délibèrent aux conditions de quorum et de majorité fixées par l'article 30.

Article 32 - Procès-verbaux - Justifications

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont, ainsi que les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, établis et signés conformément à la loi.

TITRE VII Année sociale - Inventaire - Communication

Article 33 - Année sociale - Inventaire

I. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

II. Le Directoire dresse, à la fin de chaque exercice, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

Article 34 - Droits de communication

Le Directoire est tenu de mettre à la disposition des actionnaires, au siège social, et de leur adresser, dans les conditions et délais légaux, tous les documents prévus par la loi en vue de leur permettre d'exercer leurs droits de communication, notamment en ce qui concerne les comptes annuels (inventaire, bilan, compte de résultat et annexe), les informations préalables aux assemblées générales, la liste des actionnaires et les assemblées tenues au cours des trois derniers exercices.

TITRE VIII Bénéfices - Fonds de réserves

Article 35 - Détermination des bénéfices

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Article 36 - Emploi des bénéfices et des réserves

I. Sur les bénéfices nets ainsi établis à chaque inventaire, diminués le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cessera d'être obligatoire lorsque ledit fonds aura atteint le dixième du capital, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,

- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel sont prélevées

1) la somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, un intérêt de six pour cent (6 %) l'an sur le montant libéré et non remboursé de leurs actions, sans qu'en cas d'insuffisance des bénéfices d'un exercice pour effectuer ce paiement, il puisse être fait un prélèvement sur les résultats des exercices ultérieurs

2) les sommes que l'assemblée, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter à tous comptes de réserves ou de prévoyance et même à un compte d'amortissement du capïtal ou de reporter à nouveau.

L'excédent est réparti entre toutes les actions.

Les réserves dont l'assemblée a la disposition pourront être employées, sur sa décision, pour payer un dividende aux actions. En ce cas, la décision indiquera expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice aura la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

II. L'assemblée générale extraordinaire peut, au moyen de bénéfices ou de réserves autres que la réserve légale, décider l'amortissement intégrai ou partiel des actions qui perdront, à due concurrence, le droit au premier dividende et au remboursement de leur valeur nominale.

Les actions intégralement amorties sont dites actions de jouissance.

L'assemblée générale des actionnaires peut aussi, dans les conditions fixées par la loi, décider la conversion en actions de capital des actions intégralement ou partiellement amorties.

III. Les comptes de réserve et d'amortissement ne produisent aucun intérêt, sauf décision contraire de l'assemblée annuelle.

Article 37 - Paiement des intérêts et dividendes

Le paiement en numéraire des intérêts et dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'assemblée générale et, à défaut, par le Directoire, dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du Directoire.

La demande de paiement du dividende en actions devra intervenir dans un délai maximum de trois mois après la date de l'assemblée générale.

II. Dans la mesure autorisée par la loi et sous réserve de l'obtention de toutes autorisations prescrites, le Directoire peut, à tout moment, en cours d'exercice mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les intérêts ou dividendes en numéraire ou en actions, si les bénéfices réalisés et la situation de la société le permettent.

III. Tous intérêts et dividendes en numéraire non réclamés dans les cinq années à partir de l'époque de leur exigibilité sont prescrits conformément à la loi.

IV. Tous les intérêts et dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet ni de rapport ni de restitution, hors le cas de distribution effectuée en violation des dispositions légales.

TITRE IX Dissolution de la société - Liquidation

Article 38 - Cas de perte

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Directoireest tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur des réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La résolution de l'assemblée sera, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut de réunion de l'assemblée ci-dessus prévue, comme dans le cas où elle n'aurait pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé pourra demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

Article 39 - Conditions de la liquidation

A la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la société entrera en liquidation dans les conditions stipulées sous le présent article.

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées ordinaires, nomme un ou plusieurs liquidateurs avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions et détermine leurs rémunérations.

Les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément au dernier alinéa du présent article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs mettra fin aux fonctions des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, ainsi que, sauf décision contraire de l'assemblée générale précitée, à celles des commissaires aux comptes.

Les actionnaires seront convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies de procès-verbaux d'assemblées générales ou de réunions antérieures du Directoire ou du Conseil de Surveillance, seront valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal libéré et non amorti des actions sera réparti entre les actionnaires proportionnellement à leur part dans le capital.